

que celle des actes imaginés ou accomplis dans ces jours de troubles.

Le gouvernement et la presse ont travaillé à deux mains pour détruire l'influence française. A Turin, dans la dernière démonstration, un individu portait une potence avec un écriteau avec ces mots : « Mort à la France ! mort à Napoléon ! mort à Victor-Emmanuel ! » et on assure que cet individu n'était qu'un mandataire payé et protégé pour cet acte de patriotisme.

A Milan il en a été de même : on a enlevé dans un café le buste de Victor-Emmanuel, et on allait le brûler publiquement, si la force n'était intervenue et n'avait fait usage des armes.

On a vu le peuple lancer des pierres aux soldats et les accueillir par des huées et des phrases insultantes. A Pavie, il y a eu un véritable conflit entre la population et les troupes. Les autorités sont basées et bravées, et on les appelle des satellites du pouvoir. Le cri de Mazzini : « Aux barricades ! » est accueilli partout avec enthousiasme, et on y répond comme on peut. Mais il y a bien plus. Le mazzinisme ou garibaldisme, qui est la même chose, ressuscite sa vieille théorie du poignard : « Si nous ne pouvons pas vaincre sur les places, il faut frapper les tyrans où l'on peut. Cette théorie est remise en pratique, et on nous assure que plusieurs hommes politiques ont reçu des avis pressants qui les somment de changer leur politique, c'est-à-dire de montrer les dents à la France, s'ils ne veulent rencontrer la même fin que Pellegrino Rossi. On va même plus loin, et on prétend qu'une conjuration à Pise a été ourdie pour se porter là où le besoin l'exige pour accomplir certains actes qui sauveraient la France et l'Italie. Caveant consules ; je crois que rien n'est impossible, vu le pervertissement des idées qui monte chaque jour.

On laisserait encore le comte Aresé à Paris pour agir auprès du gouvernement français dans certains cas. » (Union)

On commande de la même ville au Monde :

M. Rattazzi est revenu à Florence, comme si de rien n'était, plus frais et plus dispos que jamais à intriguer pour rentrer au pouvoir. Le roi lui avait ouvert son palais à Venise, et à son retour à Florence il a été immédiatement reçu par Sa Majesté. Notre correspondant croit pouvoir assurer que Rattazzi avait donné 400,000 francs à un député très-influent de la gauche qui a accompagné Garibaldi à Monte Rotondo, pour faire les frais de l'expédition.

On écrit de Turin, en date du 8, au même journal :

Dans la nuit précédente, Turin a encore été inquiété par des démonstrations. Après avoir crié : « Vive la république ! Mort au roi ! etc. », on a commencé à crier qu'il fallait enfoncer tous les magasins ayant des enseignes en langue française. On a ainsi armé la devanture d'un coiffeur à la mode, M. Sanpò, dans la rue Neuve, et l'on a brisé les magnifiques stores du café de Paris. Puis on s'est porté devant le bureau de la rédaction de l'Unità catholica aux cris de : Mort à l'Unità !

On écrit de Rome à l'Univers :

Plusieurs des officiers garibaldiens, blessés, prisonniers ou morts, sont vêtus avec une grande recherche. Parmi les morts on a remarqué un très beau jeune homme. Son portefeuille contenait ses cartes de visite : Giuseppe Gribielli, commis-voyageur en colonnerie, mercerie et passementerie.

Parmi des lettres d'amis où se lisent des choses infâmes, et mêlées à des photographies obscènes, se trouvait une lettre datée de Terni, 30 septembre, et adressée par Gabrielli à sa mère :

Oh ! pardonnez-moi, ma mère (je traduis), le crime que j'ai commis et la peine que je vous ai causée. C'est malgré moi que je suis ici. Il faut que je choisisse : mourir en combattant ou mourir

sous le poignard. Mais je me décide. Je suivrai votre conseil, et ainsi m'obtiendrai le pardon de mon père. Vous me pardonnerez vous-même, vous me bénirez, et vous me permettrez de venir encore baiser votre main maternelle. — Buel.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix

Paris, 11 novembre.

Le ministre des affaires étrangères, dans sa circulaire aux agents diplomatiques de la France, a déclaré que nos troupes se retireraient quand la sécurité du St. Siège ne sera plus menacée par les bandes révolutionnaires. Depuis on a dit que les troupes françaises rentreraient en France avant l'ouverture de notre session législative. C'est à présent matériellement impossible, puisque l'ouverture des chambres a lieu lundi prochain. Puis on a annoncé que nos soldats seraient rappelés avant la rentrée du Parlement italien. Enfin on assure que plusieurs des puissances invitées à prendre part à la conférence auraient posé comme condition de leur adhésion le rappel préalable de l'armée française.

Or, aujourd'hui, d'après les renseignements particuliers que j'ai pu recueillir, le gouvernement français n'a encore pris aucune résolution ni aucun engagement au sujet de l'occupation ; il peut la faire cesser dans huit jours, il peut la prolonger pendant plusieurs mois. Provisoirement, il maintient ses troupes en Italie. Non seulement, par cette mesure, il garantit de toute attaque l'Etat pontifical, mais encore, et là est la grande affaire, il se garantit à lui-même la neutralité ou l'impuissance de l'Italie, pour le cas où au printemps il éclaterait quelque orage du côté de l'Allemagne.

Depuis quelques jours, en effet, on parle de dispositions moins pacifiques de la Prusse : l'étalage des forces militaires de la confédération du Nord aurait éveillé les susceptibilités du gouvernement français, et l'attitude de la Prusse, à propos des affaires d'Italie, aurait tout à fait manqué de franchise : bref les rapports des deux cours seraient quelque peu refroidis.

Dans les cercles militaires, on ne dissimule pas la satisfaction causée par le résultat de la première expérience de notre nouveau système d'armement. Même cette expression du général de Failly : « Nos fusils Chassepot ont fait merveille » qui nous a semblé à nous autres pékins si ironiquement cruelle, est interprétée dans un sens tout particulier, et elle irait tout droit à l'adresse de M. de Bismarck. On m'assure que c'est sur l'ordre spécial du ministre de la guerre que quelques bataillons français se sont trouvés engagés dans la première affaire. Ce matin le *Monteur* annonce l'occupation de Viterbe par une colonne mixte : ce fait vient à l'appui de ce que je vous dis plus haut de mesurément provisoire en Italie du corps d'occupation qui s'élève à peu près à 20,000 hommes.

Vous avez annoncé dans votre numéro de dimanche et la *France* affirme aujourd'hui que M. de Moustier a déjà expédié plusieurs lettres de convocation pour la conférence et que les autres doivent partir demain et après demain. Je dois vous répéter qu'on ne croit pas au succès de cette tentative diplomatique.

Le *Constitutionnel* annonce avec une certaine solennité l'apparition d'une brochure, anonyme sans doute, intitulée *Napoléon III et l'Europe en 1867*. Est-ce que cette brochure aurait la même origine que *Le Pape et le Congrès*, qui parut à la fin de 1859 ? Nous ne le croyons pas, et nous ne voulons pas admettre que le gouvernement ait recouru à des opuscules anonymes pour nous faire connaître sa politique et lever un coin du voile qui nous cache l'avenir.

Toutes les lettres d'Italie constatent qu'il y a eu en beaucoup d'endroits des manifestations anti-françaises. Nous n'en pou-

vous être surpris et nous nous faisons idée de l'humiliation profonde des patriotes italiens. Quelques-uns de nos journaux se scandalisent de ce que le roi Victor-Emmanuel a envoyé 50,000 fr. aux blessés de l'expédition garibaldienne et aux familles des morts. Nous trouvons au contraire cet acte tout naturel. C'est essai de la sanglante leçon de Mentana et il n'est pas besoin de laisser mourir de faim ceux qu'on épargne les balles des défenseurs de la Papauté.

On parle du retour prochain en France du maréchal de Mac Mahon qui serait remplacé par le général Dumas comme gouverneur général de l'Algérie. J'ai à peine besoin de vous dire que le retour en France du duc de Magenta provoquerait force commentaires et que l'on regarderait tout le suite du côté du Rhin.

Mgr Dupanloup vient de publier un mandement pour ordonner des actions de grâces. C'est une page magnifique.

Les bruits de modifications ministérielles persistent, ce ne sont plus que des redites : il y a des tiraillements : les questions de personnes sont toujours les plus difficiles à régler.

Il y a aujourd'hui cinq candidats au portefeuille des finances ; ce sont MM. Magne, Vuitry, Béhic, Frémy, Alf. Léroux. C'est le premier qui paraît avoir les chances les plus sérieuses.

Les bruits d'emprunt sont toujours en circulation à la Bourse : nos spéculateurs sont inquiets, arait-il, de certaines nouvelles d'Allemagne. J'ai entendu même exprimer cette opinion que le gouvernement avait convoqué les Chambres en novembre, afin de se réserver la liberté de ses allures dans le cas où un conflit éclaterait au printemps.

Toutes les sommités du parti orléaniste assistaient aux obsèques de M. Duchatel : on y a vu aussi le prince de Metternich, le baron de Bulberg, le comte de Goltz, M. Mon ; puis M. Berryer, M. Thiers, M. de Rothschild, etc.

Le procès intenté à M. Peyrat, de l'*Avenir national*, viendra vendredi devant la 6^e chambre.

M. G. Duchêne, rédacteur du *Courrier français*, a été condamné à un mois de prison : j'ai entendu dire que c'était la 10^e fois qu'il avait à répondre d'un délit presse.

On dit que l'Empereur, ému des poursuites dirigées contre les usiniers par M. Haussmann, a adressé des remontrances au préfet, mais celui-ci a maintenu énergiquement son droit.

On annonce la prochaine conversion de M. Guizot au catholicisme.

Le *Figaro* annonce que M. Schneider va être créé comte.

Le *Siècle* démentage le 17 et va habiter son hôtel de la rue Chauchat. Déjà la grande cheminée fume : il y aura une fête d'installation.

La préfecture de la Seine vient de ré-

tablir la police de la boulangerie : désormais le prix du pain de 1^{re} qualité ne pourra être vendu au dessus de 50 c. le kilogramme.

CH. CAHOT.

Le *Temps* a reçu communication de la pièce qu'on va lire : c'est une lettre écrite de Londres, le 17 juin 1831, à son prédécesseur, l'ancien journal le *Temps*, par le prince Louis-Napoléon Bonaparte, aujourd'hui Empereur des Français. Voici cette pièce :

« Monsieur,

Je lis dans votre journal du 13 juin, l'article suivant :

« Madame la duchesse de Saint Leu habite Londres depuis plusieurs semaines. « On prétend que l'ex-reine de Hollande y guette l'occasion d'offrir son fils aux Belges, en cas qu'ils se trouvent embarrassés pour le choix d'un souverain »

« Il paraît qu'on veut prêter un but politique à la présence de ma mère en Angleterre. Ma mère s'y trouve, parce

qu'elle n'a pas voulu se séparer du seul fils qui lui reste. Ayant pris parti pour la cause sacrée de l'indépendance italienne, j'ai dû me réfugier en Angleterre, la France n'étant, hélas ! encore fermée. Ma mère n'aspire qu'au repos et à la tranquillité. Quant à moi, loin d'avoir des idées d'ambition, mon seul désir serait de servir ma patrie ou la liberté dans les pays étrangers, et il y a longtemps qu'on m'aurait vu, comme simple volontaire, dans les rangs glorieux des Belges, ou dans ceux des immortels Polonais, si je n'avais craint qu'on n'imputât à mes actions des vues d'intérêt personnel, et que mon nom n'inquiât la timide diplomatie, qui ne saurait croire aux dévouements désintéressés et à la sympathie qu'inspirent des peuples malheureux.

« Recevez, etc.

« Signé : Louis-Napoléon BONAPARTE. »

Conseil municipal de Roubaix.

Séance du 20 septembre 1867.

(Suite. — Voir le Journal de Roubaix du 10 novembre.)

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire, le Conseil prend la délibération suivante au sujet des taxes d'octroi :

Le Conseil municipal,

Vu le rapport du Maire,

Vu la délibération en date du 7 février, ayant pour objet d'obtenir l'autorisation d'augmenter les droits d'octroi sur les boissons et sur quelques articles du chapitre des matériaux et de celui des métaux, à effet de faire face à des dépenses de première nécessité, indiquées dans ladite délibération

Vu la lettre de M. le Ministre de l'intérieur du 23 août dernier, par laquelle Son Excellence motive son refus de donner suite à cette proposition sur ce que, d'après les comptes des années 1863-1864 et 1865, les recettes ordinaires de la ville de Roubaix l'emportant, en moyenne de 563,282 francs, sur les dépenses et que le service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts n'étant que de 303,320 fr. au budget de 1867, il en résulte que la ville conserve un excédant disponible de 260,000 fr. environ.

Considérant qu'en tirant de ces chiffres la conclusion que l'excédant de 260,000 fr. suffira pour les dépenses extraordinaires de 1868, M. le Ministre, a basé son raisonnement sur des hypothèses qui ne se sont pas réalisées :

Premièrement l'excédant des recettes ordinaires sur les dépenses de même nature portées au budget de 1865 au lieu d'atteindre la moyenne des années précédentes fr. 563,232 n'est que de 480,270-21.

Si l'on en déduit pour intérêts et amortissement des emprunts, 363,320 fr.

Il ne reste applicable aux dépenses extraordinaires que 122,036 88 et non 250,000 francs.

Secondement, les recettes ordinaires de 1867, à en juger par les résultats des huit premiers mois présenteront sur celles de 1866 une diminution de plus de 100,000 fr. tandis que les dépenses extraordinaires et supplémentaires, accrues par des circonstances de force majeure, laisseront en fin de compte un déficit de 800,000 fr., s'il n'y est pourvu au moyen d'un emprunt de pareille somme.

Considérant que les quatre projets mentionnés dans la délibération du 7 février dernier, savoir :

1^o Subvention à l'administration des Hospices pour matériel et objets d'ameublement nécessaires par l'agrandissement de l'Hôpital Napoléon, . . . fr. 40,000

2^o Constructions à faire pour installer des écoles dominicales dans la maison des sœurs de

CHAPITRE III.

OU IL EST QUESTION DE LA CHINE ET DU MAL DE MER.

Montbrun avait passé l'hiver au coin de son feu, dans son charmant hôtel de la rue de la Ville - l'Evêque, sortant rarement, recevant parfois quelques vrais amis indulgents et que n'effrayait point sa monomanie.

Puis il avait quitté Paris avec les premiers beaux jours, avide d'air et d'espace, voyageant un peu partout au gré de son caprice, s'arrêtant où ses yeux se trouvaient charmés, tantôt par un site pittoresque, parfois aussi par des regards de femmes aux séduisantes promesses, et s'étonnant à bon droit qu'il y eût des Français assez ingrats pour aller chercher à l'étranger femmes jolies ou belle nature, quand il sont si riches chez eux.

Voilà les jours heureux dans la vie, ceux qui s'égarer, sans parti pris, dans le premier sentier qui nous offre des fleurs.

Le hasard, ou plutôt sans doute le malin génie qui lui remettait toujours sa marotte en tête, l'avait conduit à Cherbourg.

C'était encore l'époque des armements pour la Chine. Montbrun avait passé une grande partie de sa journée à visiter les

navires en partance ; le soir, accoudé sur son balcon, qui donnait sur le port, il regardait s'allumer un à un les fanaux de ces maisons flottantes.

Puis sa pensée, s'absorbant bientôt sur ce sujet, suivait déjà ces vaisseaux dans l'espace qu'ils allaient parcourir et voyait au bout du chemin le mot gloire écrit en lettres de feu.

RAYMOND DE MARTIGNY.

(La suite au prochain numéro.)

THEATRE DE ROUBAIX

Judi 14 novembre.

LA DAME BLANCHE. — Opéra-comique en 3 actes.

LA CRAVATE BLANCHE. — Comédie nouvelle en 1 acte

Ordre du spectacle : 1^o La cravate ; 2^o La Dame blanche.

Les bureaux seront ouverts à 6 h. 1/2, on commencera à 7 h.

COURS DE LA BOURSE

Du 12 Novembre 1867

Cours de ce jour	Cours précédent
3 ^o 68 20	— 3 ^o 68
4 ^o 98	— 4 1/2 98

Charité 40,000

3^o T ravaux d'aqueduc et de pavage dans les rues de l'Homelet, des Sept-Ponts et dans l'ancien chemin de Tourcoing 144,000

4^o Remboursement à faire aux propriétaires des rues du Chemin-Vert du Tillaal, de la petite rue du Moulin, du Vert-Chemin au Trichon et de la rue de la Pannerie ; de la moitié des dépenses d'aqueduc et de pavage avancées par eux 41,500

Total 265,500

Sont d'une utilité publique incontestable ;

Considérant que toutes les ressources de la commune ayant aussi une destination obligatoire, il faut de toute nécessité avoir recours pour l'exécution des dits projets à un accroissement de revenus qu'on ne peut attendre que de l'impôt indirect au moyen d'une augmentation de droit d'octroi sur les objets désignés dans la délibération du 7 février 1867 ;

Renouvelle le vœu : Que la ville de Roubaix soit autorisée à percevoir les taxes d'octroi de la manière suivante :

BOISSONS.

	Taxe act. augment.	Total à percev.	
Vins	3-60 fr. 1-20	4-80	
Cidres et hydromels	1-50	0-50	2-00
Alcool pur	12-00	4-00	16-00
Bière de l'intérieur	2-05 l'hect. 0-20	2-25	
» de l'étranger	2 56	0-24	2-80

MATÉRIAUX.

Pierres brutes de toute espèce.	2-»	1-»	3-»
Pierres travaillées	3-»	1-»	4-»
— polies.	5-»	2-»	7-»
Ardoises de toutes qualités	4-» au mille	2-»	6-»

MÉTAUX.

Pièces de toutes formes en fer ou en fonte pouvant servir à toutes sortes de constructions sauf les exceptions indiquées au tarif

2-» (les 1-» 3-» 100 k.)

Plomb, zinc, fil de fer, d'acier et de cuivre de toutes espèces et qualités pour tout usage.

2-» 1-» 3-»

Pointes, vis, boulons, écrous de toutes espèces et qualité et pour tout usage.

4-» 1-» 5-»

CHRONIQUE LOCALE & DÉPARTEMENTALE.

Nous recevons la lettre suivante :

A Monsieur le Rédacteur du Journal de Roubaix,

Personne ne saurait le méconnaître, la situation déplorable des affaires, à Roubaix, inspire les plus vives inquiétudes ; s'il se réalise encore quelques ventes de tissus c'est avec des pertes s'élevant parfois de 25 à 40 pour cent. Il s'ensuit que nos manufacturiers, même les mieux outillés, diminuent chaque jour leur production et sont forcés de laisser chômer une partie de leurs métiers.

La filature ainsi que les industries se rattachant au tissage se trouvent dans les mêmes conditions ; de là le grand nombre d'ouvriers sans travail et leur position n'a jamais été plus précaire depuis 1830.

La charité privée, il faut le dire, cherche à apporter un remède au mal qui existe ; le Bureau de bienfaisance, l'Administration municipale déploient la plus grande activité et l'on rend hommage à leurs efforts incessants. Mais avec les rigueurs de l'hiver vont augmenter encore les privations et les souffrances de la classe si intéressante de nos travailleurs.

Cette triste position a déjà attiré l'at-

COURS PUBLIC DE PHYSIQUE.

Mercredi 13 novembre à 8 heures du soir.

Lois des attractions et des répulsions magnétiques : Balance de Coulomb. Les différents procédés d'aimantation.

COMMERCE

On nous communique la dépêche suivante :

Liverpool, 11 novembre.

Marché continu calme avec assez de fermeté dans les prix, ventes 12,000 balles, good fair Pernam 9.

La dépêche de Liverpool n'est pas arrivée aujourd'hui.

Le cable direct avec Alexandrie est interrompu.

Doubleuse Ryo

On demande à acheter une doubleuse Ryo, d'occasion. — S'adresser à MM. E. et P. Sée, 16, rue du Square. 13 n 7281

Solidus Lefebvre

pour boucher les fuites et désincruster les chaudières à vapeur, chez E. et P. Sée, Roubaix et Lille. 7280

Il avait plus d'une fois, en causant avec Dubois, prononcé le mot d'injustice, sans songer que, s'il fallait décorer tous les soldats blessés, cette récompense n'aurait bientôt qu'un mince mérite.

Dubois comptait sur le temps qui guérit toutes les blessures ; celle du corps ne laissait plus chez son maître qu'un peu de faiblesse ; il se flattait que celle de l'esprit se cicatrifierait aussi peu à peu.

Mais le mal couvait sous la cendre, n'attendant que l'unique étincelle pour s'enflammer de nouveau.

Il s'aperçut bientôt que le jeune homme restait de longues heures le front incliné sur sa main, traçant de l'autre sur le papier des plans, des chiffres combinés.

Les heures des repas en étaient parfois oubliées ; Montbrun semblait vivre en dehors de la réalité, dans un monde imaginaire dont la voix du fidèle Dubois ne parvenait pas toujours à le tirer.

Il avait, en effet, tourné toutes ses idées du côté des inventions, et voulait se faire un nom dans ce nouveau domaine.

Pendant des mois entiers, il visita les grandes usines, les ateliers les plus célèbres, étudiant la mécanique et se creusant la tête à lui dérober quelque puissant secret.

Un jour qu'il était resté plus longtemps encore qu'à l'habitude enfoncé dans ses chiffres et ses combinaisons, Dubois le vit

se lever tout à coup brusquement et s'écrier, le front rayonnant de joie : *Eureka !*

Dubois crut à un accès de folie, mais Montbrun lui ayant expliqué la signification du mot qui le déroutait, il lui demanda ce qu'il avait trouvé.

« Ecoute, » lui répondit son maître enchanté de pouvoir expliquer sur-le-champ ses idées à quelqu'un ; et pendant deux heures il démontra au pauvre diable, qui n'y comprit pas un seul mot, comme quoi il avait trouvé une nouvelle machine à vapeur simplifiant de moitié le travail d'imprimerie ; et il termina par ces mots : « Pour cette fois, je suis sûr de mon affaire. »

« Il y pense toujours, » murmura Dubois, qui sortit en hochant la tête.

Grâce à l'argent qui ne fut pas épargné, Georges vit en quelques mois construire, d'après ses plans, la machine qui devait, selon lui, révolutionner l'imprimerie.

L'expérience eut lieu devant une nombreuse et savante assemblée. Montbrun, au demeurant, n'étant nullement un inconnu.

La machine fit explosion et blessa grièvement deux ou trois manœuvres auxquels il dut payer une forte indemnité.

Là se borna ce malencontreux essai.